

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 112 (1967)
Heft: 7

Artikel: La jeunesse universitaire et le devoir militaire
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343372>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

à une véritable crise de paralysie générale. Or, c'est bien là une des notes dominantes que l'on retrouve dans toutes les opérations de 1940: les dispositifs stratégiques successifs et les déploiements tactiques gardent toujours un caractère strictement statique. »

Faute de doctrine donc, mais qui ne met de loin pas en cause, ni l'héroïsme des combattants, ni l'honneur des chefs qui, nous l'avons dit, ont fait un effort maximum, souvent avec des moyens modestes.

Major M. H. MONTFORT

La Jeunesse universitaire et le devoir militaire

L'étude qui suit a été honorée, parmi plusieurs, du 3^e prix décerné à la suite du « Concours des travaux écrits 1966/1967 » de la SSO, dont le jury était présidé par le colonel-divisionnaire Walde, cdt. div. fr. 5.

Nous tenons à féliciter notre jeune camarade, le lt. Hervé de Week, de ce succès. Le sujet qu'il aborde ici est d'une manifeste actualité.

(Réd.)

« Il faut être pessimiste dans la conception si l'on veut être optimiste dans l'action: il faut craindre l'ennemi de loin pour n'être pas contraint d'en avoir peur de près. »

GONZAGUE DE REYNOLD
Lettres à un Suisse inquiet

Remarques liminaires

A une époque où toutes les valeurs traditionnelles de la Suisse sont remises en question, à un moment où notre neutralité et notre armée se voient critiquées d'une façon souvent injuste et tendancieuse, le problème des universitaires face au service militaire me semble d'actualité. Une étude sur la position de ces intellectuels est même nécessaire à cause de l'importance numérique toujours croissante des universitaires dans les rangs de l'armée. Quelques chiffres pour estimer cette importance. Entre 1939 et 1945, les étudiants qui fréquentaient une haute école formaient le groupe le plus faible de tous les genres de profession; mais en 1960, d'après les chiffres fournis par le

rapport sur l'examen pédagogique des recrues, les étudiants formaient le 10,7 % des effectifs. Ce pourcentage se décompose de la manière suivante: les étudiants suisses-allemands représentent le 9,8 %, les romands le 13,6 % et les Suisses de langue italienne le 12,8% des effectifs de leur langue respective. Cette élite, ne l'oublions pas, définira dans un avenir plus ou moins rapproché nos grandes conceptions nationales.

Qu'il soit permis à un simple officier subalterne de faire quelques constatations et de proposer en toute modestie les remèdes qui lui semblent aptes à rapprocher si nécessaire les universitaires et l'armée. Une phrase de Robert de Traz, prise dans son livre *L'Homme dans le rang* semble un encouragement à poursuivre cette tâche: « Pour observer l'humanité, je prétends qu'il est peu de meilleures positions que celle d'officier subalterne (...) ».

L'opposition n'est pas un fait nouveau

Gonzague de Reynold, dans une série d'articles publiés sous le titre *Lettres à un Suisse inquiet*, écrit:

Qu'il y ait dans la jeunesse un mouvement de désaffection à l'égard de la Suisse, désaffection allant jusqu'à l'hostilité, voilà un fait qui n'est pas niable.¹

Ce mouvement de désaffection touche aussi le milieu universitaire, mais le phénomène n'est pas nouveau; en 1913 déjà, *L'Homme dans le rang* brosse le portrait d'un étudiant en lettres qui ne veut rien comprendre du service militaire et de ses exigences et qui se laisse persuader par les vues utopiques des pacifistes. Voici, prise sur le vif, une de ses discussions avec un camarade:

Cela te plaît donc d'aliéner ainsi ta vie, de supprimer en fait ce qui constitue ta valeur humaine ? (...) Qu'est-ce que je préfère dans l'existence ? Assouplir mon intelligence, lire des vers, analyser des idées. Je suis un intellectuel. Ma place n'est pas ici (...) Et puis cela

¹ Revue *Choisir*, avril 1966.

m'irrite de consacrer mon temps à des occupations aussi vaines qu'elles sont médiocres. L'armée est inutile (en 1913 déjà), sinon pour protéger des privilèges qui doivent disparaître. Nous ne verrons plus jamais la guerre. Le progrès des idées pacifistes rend absurde le retour d'une telle barbarie. Nous perdons notre temps au bénéfice de quelques gradés vaniteux et autoritaires.

Ce dialogue a déjà plus de cinquante ans, et pourtant, il semble se dérouler en 1966 malgré quelques traits de caractère un peu vieilliss. De nos jours, le jeune intellectuel antimilitariste, anti-suisse, l'étudiant qui est en un mot contre tout ce qui pourrait engendrer un sentiment patriotique, ne se nourrit plus de vers: il lit les philosophes de gauche, les publications qui condamnent l'armée et soutiennent le pacifisme ainsi que l'objection de conscience. Ce texte et les discussions que j'ai eues avec des camarades universitaires me poussent à dire que l'attitude face à la défense nationale est en général la même que l'attitude face au service militaire. Il semble en outre que plusieurs étudiants ne font pas la distinction entre la volonté de défense et certaines conceptions du service qu'on peut critiquer sans mettre en doute notre volonté d'indépendance.

Ce portrait tracé par de Traz demeure très extérieur et demande à être complété par une étude psychologique, car il peut y avoir beaucoup de snobisme dans la manière d'agir que nous venons de constater. Mais avant d'approfondir la question, revenons à Gonzague de Reynold qui, lui fait aussi, un parallèle entre le début du XX^e siècle et notre époque:

Au commencement du XX^e siècle, la Suisse ne correspondait plus aux aspirations d'une jeunesse à laquelle j'appartenais alors. Que serait-il arrivé si cette jeunesse s'était détachée de la patrie ? Mais loin de s'en détacher, c'est avec une croissante ferveur qu'elle s'y attachait (...).

La Suisse fut sauvée par une jeunesse qui aurait pu la perdre: serions-nous aujourd'hui en présence d'une jeunesse qui la perd quand elle pourrait la sauver ? ¹

¹ *Lettres à un Suisse inquiet*, Choisir, avril 1966.

Cette question pousse à la réflexion; mais on se rend vite compte que la jeunesse universitaire et la jeunesse, dans sa grande majorité, n'est pas opposée à une défense nationale solide et est fière d'un pays dont les défauts ne sont pas plus graves que ceux des autres puissances. Ces étudiants font peu parler d'eux; ils sont, pour reprendre un terme de Robert de Traz, « dans le rang ». Maurice Bertrand écrit dans son livre *Pour une doctrine militaire française*: « Pour les peuples comme pour les individus, la profondeur des sentiments ne se mesure pas au caractère bruyant de leur manifestation. » Et qu'on ne vienne pas nous opposer le résultat de « l'enquête » de *Coopération* du 6 août 1966 qui porte le titre *Que pensez-vous du service militaire?* et qui veut prouver que le 75 % des jeunes de Genève s'opposent au service militaire obligatoire. Cette statistique ne se base-t-elle pas sur 351 réponses seulement! Cette enquête montre une mauvaise foi évidente et une méconnaissance totale des règles de la statistique.

Maurice Bertrand voit trois attitudes possibles envers l'armée: une attitude sentimentale qui mène soit à un grand enthousiasme patriotique, soit à un antimilitarisme que rien ne saurait atténuer; une attitude technique et une attitude politique. Il ne faut pas se leurrer: la majorité du peuple a une attitude purement sentimentale face au problème de l'armée et de la défense nationale. Je qualifierais de lamentables les universitaires qui fonderaient leur position pour ou contre ces institutions sur le sentiment. Naturellement, ce dernier joue un rôle, mais il doit être tempéré par des raisonnements techniques et politiques. Un exemple pour clarifier la situation: certains universitaires du Jura bernois condamnent en bloc l'armée parce que les dirigeants du DMF n'ont jamais manifesté une sympathie particulière aux thèses séparatistes.

Passons maintenant à l'étude des diverses influences qui déterminent la position de l'universitaire face au service militaire. On peut distinguer des facteurs internes et des facteurs externes qui se divisent à leur tour en plusieurs forces.

Les influences externes

- la famille et l'éducation
- l'école et les établissements supérieurs
- les idéologies pacifistes
- le degré de la civilisation en Suisse
- l'étranger

L'étude de ces forces formera les sous-titres de la suite de ce chapitre.

Le rôle de la famille et de l'éducation

Le colonel-divisionnaire R. Frick, dans un ouvrage collectif intitulé *Notre défense nationale*, paru aux alentours de 1950, faisait remarquer le fait suivant: certains jeunes gens sont persuadés de la nécessité de l'armée et arrivent à leur école de recrue avec un esprit bien disposé. « Il en est ainsi parce que dans la famille déjà, ce bon esprit est inculqué de père en fils (...). » On pourrait m'accuser de citer quelqu'un de mal qualifié en psychologie; je choisirai donc une source toute différente. Jean Meynaud et Alain Lancelot, dans un petit livre paru dans la collection « Que sais-je ? », sous le titre *Les attitudes politiques*, disent la chose suivante: « L'homme, être social, est nécessairement en proie aux sollicitations, suggestions et injonctions du milieu. » Ils écrivent un peu plus loin: « On admet d'ordinaire que la première jeunesse est l'âge des attitudes politiques imitées, des attitudes familiales notamment. » Cette idée rejoint ce que disait Maurice Bertrand; beaucoup de jeunes gens ont une attitude purement sentimentale face à l'armée: j'aime mon père, donc je pense comme lui. Les universitaires n'échappent pas à ce danger malgré leur niveau d'instruction plus élevé. D'autre part, que faut-il entendre par « première jeunesse » ? Peut-on l'étendre jusqu'à vingt ans ? Faut-il la faire cesser à l'âge de quinze ans ? Quant à moi, je la ferais s'étendre jusqu'à vingt ans au minimum. La majorité des étudiants n'a pas toutes ses opinions formées à cet âge; les universitaires dépendent encore beau-

coup des conceptions de leurs parents, même s'ils ne s'en rendent pas compte. Presque tous mes amis de faculté ont les mêmes sympathies politiques que leur père; quant à leur attitude face à l'armée, elle est aussi décalquée sur la manière de penser de la famille à deux ou trois exceptions près.

Un jeune universitaire de vingt ans ou plus qui arrive à l'école de recrues peut être instruit à son métier de soldat, mais il sera très difficile de l'éduquer: sa famille, son milieu, ses professeurs l'auront déjà marqué. Son chef de section, à peine plus âgé que lui, se trouve devant une tâche très délicate. Ce travail s'avérera encore plus difficile si les professeurs de gymnase et d'université ont travaillé dans un sens défavorable à la patrie.

L'importance des gymnases et des universités

Le colonel-divisionnaire Karl Brunner déclarait dans une conférence faite à Zofingia: « In der kommenden Zeit entsteht für Studenten, Akademiker im Berufsleben und ganz besonders für Hochschullehrer eine hohe Verpflichtung im Kampfe für das Recht und die Freiheit unserer Heimat. »¹ Comment les universités et les gymnases peuvent-ils jouer un rôle dans la lutte pour la liberté de la Suisse ? Ces établissements ont une grande importance; ils forment les futures élites, leur donnent les conceptions qu'elles mettront en pratique dans leur vie professionnelle, politique et... militaire.

Les maîtres de gymnase devraient s'abstenir de toute propagande auprès de leurs élèves. Il ne faudrait pas que, par leurs attitudes ou leurs paroles, ils fassent part dans les cours de leurs conceptions antimilitaristes ou pacifistes. Je ne leur dénie pas le droit de libre opinion, mais leur demande de considérer leur métier comme une vocation et de ne pas s'engager politiquement face à leurs élèves; les jeunes gens qui les écoutent sont encore trop influençables: ils réfléchissent

¹ *Die Staatsbürgerlichen Pflichten des Akademikers.*

encore très peu par eux-mêmes et acceptent tout ce que dit le professeur, surtout si les idées présentées semblent nouvelles et révolutionnaires ! Si je remonte à l'époque de mes études gymnasiales, je me souviens très bien que j'admettais comme juste tout ce que mes professeurs avançaient avec brio et éloquence.

L'étude du rôle des gymnases m'amène à parler de l'importance des cours d'histoire. Ce que Vinet écrivait au XIX^e siècle vaut encore aujourd'hui : « Une nation n'est une nation qu'en tant qu'elle connaît son histoire. » Trop souvent, on présente l'histoire suisse comme une suite de faits causés par le hasard, et les qualités de nos hommes politiques des siècles passés sont oubliées. A y regarder de plus près, on s'aperçoit du fait suivant : le développement de notre pays n'apparaît pas plus illogique et mesquin que celui des puissances qui nous entourent. Chaque nation a eu sa période de gloire et sa période de déclin. En montrant la continuité de certaines tendances de notre histoire, on la rend beaucoup plus intéressante et prenante. Si l'on choisit comme exemple le concept de neutralité et si l'on remonte jusqu'à la bataille de Marignan, on s'aperçoit que, depuis 1515, les cantons ont montré une ferme volonté de vivre indépendants et libres de toute ingérence étrangère, sans prendre position officiellement dans les conflits européens. Monsieur Olivier Reverdin plaide la cause de cette neutralité, mais il pense qu'on devrait la présenter sous son vrai visage aux jeunes, et aux universitaires en particulier :

La politique de neutralité a sa tradition. Elle a sa continuité, certes, mais aussi ses accidents, ses accrocs, qui comportent d'utiles enseignements. Il faudrait que tout cela fût connu, accessible. Ainsi, dans les universités et hors des universités, les jeunes gens auraient l'occasion de débattre des vrais problèmes de notre politique étrangère, et de le faire sur la base d'une information digne de ce nom.¹

Et qui doit présenter à la nation le vrai visage de la neutralité ? Les professeurs de gymnases et d'universités ;

¹ *L'état de la Confédération*, Choisir N° 77.

mais l'Etat doit les soutenir dans leur tâche en mettant à leur disposition toutes les pièces qui leur sont nécessaires. Le gouvernement, l'armée ont pu commettre des erreurs, mais je ne crois pas que les universitaires aimeraient moins leur pays, même s'ils connaissaient ses maladresses ou ses erreurs; la nation est semblable à une personne humaine, elle a des qualités et des défauts. Aime-t-on et respecte-t-on moins son père quand ses faiblesses nous sont connues ? Il me semble que le malaise qui existe entre certains universitaires et l'armée serait atténué si le gouvernement reconnaissait franchement certaines entorses qui furent commises contre la neutralité pendant les deux guerres mondiales. Elles sont le fait de personnes isolées et non de l'ensemble de l'armée ou du gouvernement fédéral.

Tous les professeurs, même pacifistes, devraient montrer l'utilité et la continuité de la neutralité et ne pas monter leurs élèves contre l'armée et ses buts. Quant à la section Armée et Foyer, elle organiserait dans les gymnases des conférences qui montreraient à travers l'histoire les conséquences de la faiblesse militaire de la Suisse. Chaque fois que la Confédération s'est laissé aller au point de vue préparation militaire, cela s'est très mal fini pour elle. L'ancien régime est tombé pour deux raisons: d'abord parce que plusieurs cantons avaient négligé d'entretenir des troupes suffisamment entraînées, seuls Berne et Zurich avaient des armées suffisantes; d'autre part, les cantons ne surent pas s'unir devant l'invasion française, et Berne se trouva finalement seule à défendre la Confédération.

Sous l'Helvétique, on voit la même faiblesse militaire. Le pouvoir central ne put maintenir l'ordre à l'intérieur. «...la réaction toujours plus intense des milieux conservateurs, ...l'impossibilité de résister aux attaques de l'étranger parce que, suivant une tradition malheureuse, on avait négligé l'armée: tout cela avait amené la chute de l'Helvétique.»¹

¹ J. Dierauer, *Histoire de la Confédération suisse*, vol. 5, page 200.

Le régime de l'acte de Médiation ne put pas, à cause de Napoléon, entretenir d'armée digne de ce nom, et les alliés de la Coalition traversèrent la Suisse lors de l'invasion de la France en 1814. « De ces humiliants événements, les hommes d'Etat de l'avenir purent tirer cette leçon salutaire que le principe de neutralité ne saurait être maintenu parfaitement intact (...) seulement par une armée fédérale solide et très bien exercée. » Lors du pacte de 1815, on comprit cette lacune, et l'armée était le seul élément qui fût organisé d'une manière solide; cet effort permit à la Suisse de faire bonne contenance lors de plusieurs difficultés diplomatiques: affaire de Napoléon III, affaire de Neuchâtel.

Pourquoi ne ferait-on pas de la propagande en faveur d'une défense nationale forte et équilibrée, surtout si cette publicité se fonde sur des faits historiques démontrés? Pourquoi n'emploierait-on pas les mêmes « armes » que les pacifistes qui usent largement des moyens de la propagande moderne?

Lieutenant Hervé DE WECK

(A suivre)

Chronique suisse

Hommage au Général Guisan

« La première victoire du général Guisan a été une victoire remportée sur le peuple suisse lui-même. Non pas que celui-ci fut divisé et incapable d'assumer seul son destin. Mais sa composition contient toujours — l'Histoire l'a prouvé — des germes de discussion et de querelles causées par les pressions contraires auxquelles les ethnies sont, hélas, trop souvent soumises.

» Le grand mérite du général Guisan fut de discerner les failles, de ne pas s'en prendre aux hommes, mais aux faits sans en cacher les causes et les conséquences désastreuses pour le pays qu'il voulait à tout prix préserver du défaitisme. »

Ces propos du colonel-divisionnaire Dénéreaz, parus dans un numéro spécial d'un quotidien lausannois du 27 mai, jour de l'inauguration du monument du général Guisan à Ouchy, caractérisent